

Des formations internationales au CEFIL

Michel Boëda
Catherine Meunier
Michel Perronnet²⁹

Dix ans après la création du CEFIL en 1996, le contexte a changé en Afrique comme en Europe. Les besoins en formation statistique ont évolué et le CEFIL a su s'y adapter, parfois anticiper, toujours persévérer en dépit du caractère fragile des financements des formations internationales. L'africanisation des statistiques publiques a été réalisée pour la production des données et la formation initiale des statisticiens. Elle n'est pas encore en place pour les formations permanentes, et le CEFIL, dans ce domaine, apporte sa contribution, en partenariat avec AFRISTAT et DIAL et avec le soutien de la Coopération française. En Europe, le développement de l'harmonisation statistique nécessite un alignement sur des « standards » négociés, ceci pour tous les pays membres, anciens, nouveaux et futurs. Le CEFIL, en accord avec EUROSTAT, propose des formations basées sur une approche de benchmarking. Les pays méditerranéens, ou ceux de la CEI, se voient aussi proposer des séminaires de formation, adaptés au contexte de chacun. Au delà des formations sur mesure, c'est aussi la démarche pédagogique du CEFIL - une formation dispensée par des professionnels pour des professionnels - qui retient l'attention des instituts de statistiques étrangers.

²⁹ Michel Boëda est ancien Directeur adjoint du CEFIL, Catherine Meunier est Directrice adjointe, Michel Perronnet est Directeur du CEFIL.

Le Centre de formation de l'INSEE à Libourne (CEFIL) est né de la rencontre de besoins en formation statistique jusqu'alors imparfaitement satisfaits et d'une volonté politique de délocalisation des services de l'Etat. Le projet s'est concrétisé grâce aux atouts de la région choisie, dans le sud-ouest de la France, et à l'opiniâtreté de ses promoteurs.

D'emblée, le CEFIL a été conçu pour former à la statistique non seulement les cadres ou futurs cadres de niveau intermédiaire de l'INSEE mais aussi des statisticiens étrangers impliqués dans la statistique publique.

Le point commun entre les formations nationales et internationales réside dans le fait que ce sont toutes deux des formations par et pour des professionnels travaillant dans la statistique publique. A la différence des formations de type universitaire assurant la formation initiale des attachés et des administrateurs de l'INSEE –respectivement par l'ENSAI (École Nationale de la Statistique et de l'Analyse de l'Information) et par l'ENSAE (École Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique)–, le CEFIL vise pour les contrôleurs une formation aux métiers de la statistique à l'INSEE, avec une vocation professionnelle clairement affichée. Cette ambition ayant fait ses preuves, elle fut progressivement étendue aux formations d'agents promus de C en B et de B en A.

L'ouverture du CEFIL a eu lieu en mars 1996 et les premiers stagiaires internationaux ont été accueillis à l'été 1996. La direction du centre de formation a logiquement été confiée aux promoteurs du projet : Jean-Pierre Behmoiras en a été le Directeur jusqu'en 2002, Michel Péronnet lui succédant ; ce dernier avait été Directeur-adjoint chargé des formations internationales à l'ouverture du CEFIL en 1996 ; Michel Boëda a repris cette fonction de 1999 à 2005 et c'est à présent Catherine Meunier qui lui succède.

Cet article, signé par les trois responsables successifs des formations internationales, est centré sur cette mission, en insistant sur la formation pour les pays en développement mais il faut parfois appréhender le CEFIL comme un tout pour préciser son positionnement.

Comprendre les enjeux pour répondre aux demandes

En tant qu'établissement de l'INSEE, le CEFIL contribue à travers ses formations internationales à la politique de coopération de l'INSEE. Cette dernière s'exerce aussi par bien d'autres voies que la formation : visites, missions, mise à disposition de statisticiens.

Existente clairement deux priorités en termes de public, d'une part les statisticiens des pays en développement et d'autre part les statisticiens des pays appelés à entrer dans l'Union Européenne. Ceci n'interdit pas des actions vers des regroupements de pays pour lesquels des formations communes ont du sens : pays du pourtour méditerranéen, pays russophones, pays hispanophones d'Amérique latine ou même un seul pays comme la Chine. L'idée est alors que l'homogénéité du contexte culturel, linguistique et statistique permet des économies d'échelle dans

l'approfondissement d'un domaine statistique. Les formations internationales montées au CEFIL ont un coût significatif et il s'agit de se donner a priori les meilleures garanties d'efficacité des échanges de savoir-faire et de viser la progression des participants

Au début de l'activité du CEFIL, la formation statistique s'adossait aux domaines où l'INSEE savait avoir quelque chose à dire, y compris les échecs ou les espoirs déçus, qui sont toujours instructifs. Puis, progressivement, notre offre s'est adaptée aux besoins de nos publics. Cela a pu se faire grâce au partenariat avec AFRISTAT, né la même année que le CEFIL, pour l'Afrique francophone et à travers la construction de l'Europe statistique : les règlements européens combinés à l'élargissement de l'Europe vers l'Est.

Dans un tout autre ordre d'idées, les formations nationales du CEFIL constituent une expérience originale, une référence dans le domaine des formations statistiques à caractère professionnel. Ce qui intéresse beaucoup de pays, car c'est beaucoup plus rare que les formations à caractère académique destinées à l'encadrement supérieur. Il est donc probable que les activités de conseil en formation (pédagogie, programme) ou d'audit d'organismes étrangers, sont appelées à tenir une place plus grande à l'avenir.

Le CEFIL a reçu des délégations de responsables des ressources humaines de différents Instituts Nationaux de Statistique, intéressés à comprendre sa démarche et son expérience des formations statistiques professionnelles. Parmi ces visites, trois donnent lieu à des développements impliquant le CEFIL: des formations de formateurs à travers des modules déjà rodés (Vietnam), une participation à la refonte des programmes de formation statistique (Vietnam), un appui à la conception d'un centre de formation statistique commun aux pays andins.

Afrique : la longue marche statistique

Les besoins émanant des pays en développement s'inscrivent dans une longue histoire.

Il y a dix ans, en 1996, la même année que le CEFIL, était créé AFRISTAT³¹, observatoire statistique aujourd'hui fédérateur de 18 Instituts Nationaux de Statistique de l'Afrique subsaharienne. L'appui français réparti sur ces différents instituts s'est alors recentré sur le soutien à AFRISTAT, pour promouvoir une masse critique et des économies d'échelle en méthodologie statistique. Le CEFIL s'inscrit dans ce mouvement et a établi un partenariat étroit avec AFRISTAT et

DIAL pour définir les thèmes et le public des séminaires qu'il organise.

Auparavant, la formation initiale des cadres statistiques était passée progressivement de la France aux Ecoles de statistique africaines ouvertes aux étudiants francophones des diverses nationalités. Les écoles d'Abidjan, de Dakar et de Yaoundé³² sont pleinement opérationnelles, ce qui ne veut pas dire que leur vie soit un long fleuve tranquille : destruction de l'Ecole de Kigali en 1994, restructuration majeure et réussie à Yaoundé, troubles politiques actuels en Côte d'Ivoire.

Après la formation initiale et avec la maturation des systèmes statistiques, se pose la question de l'organisation des formations permanentes. Ces dernières nécessitent bien davantage d'échanges d'expériences et de savoir-faire que lors de l'acquisition d'un socle de connaissances. Le CEFIL se positionne sur ce créneau : des formations à caractère professionnel, entre professionnels, sur des thèmes intéressant la plupart des pays en développement. Ce positionnement s'est en réalité précisé avec le temps et nous y reviendrons plus loin. Il est ouvert à d'autres formes d'organisation et notamment à des partenariats avec des acteurs africains. On peut penser naturellement aux écoles de statistique africaines. Une première tentative de séminaire en Afrique, en 2004, avec l'ENSEA d'Abidjan a avorté avec la crise politique ivoirienne.

Beaucoup d'Instituts Nationaux de Statistiques africains présentent une taille modeste. Les statisticiens y sont généralement plus polyvalents qu'experts. Ils sont aussi souvent isolés, demandeurs de contacts enrichissants avec leurs homologues. Bien entendu, tous les Instituts nationaux de statistiques ne sont pas logés à la même enseigne et la situation évolue plutôt dans le bon sens : l'internet relativise l'isolement géographique tandis que la coordination assurée par AFRISTAT multiplie les occasions d'échanges. Il demeure cependant un besoin de contacts professionnels stimulants, de formation permanente au cours d'une carrière statistique et c'est un domaine où le CEFIL peut être efficace. Un de ses atouts est certainement la possibilité de mobiliser en France, plus facilement qu'en Afrique, une large palette d'experts sur un thème donné.

Les participants aux séminaires peuvent venir des 18 pays membres d'AFRISTAT, des cinq autres États africains francophones, d'Haïti,

³¹ AFRISTAT : Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne.

³² DSD-ENEA à Dakar : École Nationale d'Économie Appliquée Département de la Statistique ; ENSEA à Abidjan : École nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée ; ISSEA à Yaoundé : Institut Sous-régional de Statistique et d'Économie Appliquée.

éventuellement de Maurice et des trois écoles de statistique. Cela fait le plein d'un séminaire du CEFIL sous l'hypothèse d'un seul participant par organisme. Ceci plaide pour une politique de réédition des séminaires, une moyenne de deux participants par organisme n'étant pas de trop. Et s'il faut aller au delà, il y a lieu d'africaniser la formation en étant bien adossé à une solide expérience : le mouvement de fond vers une africanisation des formations permanentes est à accompagner en s'appuyant sur des bases concrètes.

Les pays en transition...vers l'Union Européenne

La coopération avec les pays d'Europe est née au tournant des années 1990, avec la dislocation du bloc soviétique et la transformation rapide des économies européennes qui y étaient liées. Pratiquement, les besoins en formation statistique des pays dont l'économie est passée d'un mode d'organisation centralisée et planifiée à une économie de marché – que l'on appelle plus brièvement les économies ou pays en transition – ont crû considérablement en raison de leurs perspectives d'adhésion à l'Union Européenne.

L'entrée dans l'Union Européenne en 2004 de dix nouveaux États, principalement de la zone PECO (Pays d'Europe Centrale et Orientale), ouvre une période nouvelle pour la coopération statistique plus en rapport avec la maturité de leurs systèmes statistiques. Il est probable que la formation permanente de statisticiens professionnels sera en quelque sorte intégrée au fonctionnement courant des états membres.

Pour autant, au début du fonctionnement du CEFIL, des formations ont été conçues pour favoriser l'intégration des pays ayant vocation à rejoindre l'Union Européenne à une échéance prévisible. Depuis leur adhésion, il reste des besoins importants en formation à la statistique pour les dix nouveaux pays membres et ces pays continuent d'envoyer leurs statisticiens en formation au CEFIL. L'effort porte aussi sur les pays des Balkans faisant potentiellement partie du nouveau cycle d'élargissement de l'UE : les cinq candidats reconnus (Bulgarie, Croatie, Macédoine, Roumanie et Turquie) et les autres pays des Balkans.

L'objectif de ces formations est explicite ; il s'agit de se conformer aux règlements européens précisant l'art et la manière de produire des statistiques comparables entre les différents pays. Cette contrainte est omniprésente, plus ou moins forte selon les domaines statistiques, et acceptée par les pays en faisant table rase des pratiques héritées du système communiste. Ainsi, l'essence même de la statistique (l'estimation par sondage) succède-t-

elle à une pratique quasi comptable par totalisation supposée exhaustive. De même, l'organisation tripolaire, avec un centre de recherche pour les concepteurs, un centre informatique pour les moyens de traitement et un centre statistique qui fait ce qu'il peut entre les deux, cède-t-elle la place aux structures intégrées de type occidental. La démarche de ces pays est donc une démarche de benchmarking pour arriver au moindre coût aux standards exigés par l'Europe.

Les pays de la CEI, far-east européen

Les statisticiens de la CEI³³ (pays de l'ex URSS) ont été initialement mêlés aux statisticiens des pays européens ; en fait, leur objectif n'était pas l'entrée dans l'Union Européenne. Cela étant, dans les années 1996-2000, il s'agissait d'abord d'ouvrir les volets, de s'aérer pour voir comment faisaient les autres, sans incitation contraignante à changer un système implanté de longue date. Les relations avec ces pays se sont espacées et, avec le tarissement des financements, il n'y a plus de séminaire de formation en vue au CEFIL pour ces pays ; même si aujourd'hui la question de leur intégration à l'Union Européenne pourrait se reposer pour certains d'entre eux.

La Méditerranée : mare nostrum

Le rapport à l'Europe reste très présent sur le flanc méditerranéen. Avec nos voisins du sud de la Méditerranée se conjuguent deux approches : une approche globale et une approche bilatérale. L'approche européenne dans le cadre de Medstat³⁴ vise à l'origine 12 pays (Medstat I). Depuis 2004, Malte et Chypre ont rejoint l'Union Européenne. De son côté la Turquie est officiellement candidate à l'entrée dans l'Union Européenne depuis novembre 2005 et bénéficie d'un programme spécifique. Medstat II concerne aujourd'hui des pays arabes, les trois pays du Maghreb, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, la Syrie ainsi qu'Israël et les Territoires palestiniens. Il peut être plus efficace de regrouper les participants francophones d'une part, les participants anglophones d'autre part, notamment quand il s'agit de formation. L'approche française traditionnelle de la coopération, plutôt bilatérale à l'origine, s'efforce de rassembler les pays méditerranéens francophones quand c'est possible. La formation

³³ CEI : Communauté d'États indépendants nés de l'éclatement de l'ex-URSS.

³⁴ Medstat est le volet statistique du programme MEDA, principal instrument financier de l'Union européenne pour la mise en œuvre du partenariat euro-méditerranéen. A l'origine, les pays partenaires sont au nombre de douze : Algérie, Chypre, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Territoires autonomes de Palestine, Syrie, Tunisie et Turquie. L'appel d'offres pour le programme Medstat II, après avoir été longtemps suspendu, a finalement été attribué en novembre 2005.

statistique s'y prête et on retrouve là l'idée qu'une action en étoile peut valablement s'inspirer de la toile d'araignée avec de solides liaisons transversales. Le CEFIL organise donc des formations dans le cadre de la coopération française aussi bien que dans le cadre européen de Medstat. Après la crise d'EUROSTAT, le programme Medstat a été retardé et sera réalisé au cours de la période 2006-2008.

L'approche Medstat se place d'abord dans la perspective d'une zone de co-développement de part et d'autre de la Méditerranée ; il faut donc pouvoir en préciser les règles à partir de statistiques fiables dans les domaines prioritaires : statistiques économiques, douanières et migratoires ; statistiques sur le tourisme et l'environnement. La coopération française est plus attentive aux thèmes demandés par les pays du sud.

Les financements : toujours s'adapter ...et vite

Sur le plan financier, le CEFIL émerge au budget de l'INSEE pour son fonctionnement courant. Mais, faisant partie des actions de coopération française, les coûts directement imputables à un séminaire international doivent être couverts par un budget spécifique, alimenté le plus souvent par des bailleurs extérieurs à l'INSEE. Il existe quelques lignes directrices et beaucoup d'adaptations...

Dans le sillage de la coopération française, l'Afrique

S'agissant des participants originaires de pays francophones d'Afrique subsaharienne, le Ministère français des affaires étrangères (MAE) est en première ligne des financeurs.

Les difficultés financières sont très prégnantes. Le financement hésite entre un mode centralisé au MAE et un mode décentralisé via les Services de coopération et d'action culturelle (SCAC) des ambassades de France.

Pour le séminaire réalisé en 2003 - la cartographie et la statistique - l'option pour un financement centralisé par le MAE visait à offrir une participation à chaque pays sur une base égalitaire. Un financement du CESD-Paris³⁵ a permis de boucler le tour de table. Mais, en 2004, il a été impossible de renouveler l'opération comme prévu, en raison notamment des contraintes financières du MAE. Ainsi, pour la première fois depuis sa

³⁵ CESD-Paris : Centre européen de formation des statisticiens économistes des pays en voie de développement ; Voir l'article de Charoy et Diop dans ce même numéro.

création, le CEFIL n'a pu monter de formation ciblée sur ce public cette année là. C'est pourquoi le financement du séminaire de 2005 - le suivi statistique de l'impact des politiques de réduction de la pauvreté - est revenu comme précédemment à un financement décentralisé, essentiellement assuré par les ambassades.

Le schéma dominant est donc un financement du coût comprenant le voyage, les per diem et un forfait de frais de formation demandé aux services de coopération et d'action culturelle (SCAC) des ambassades de France dans les pays concernés, en général pour un ou deux statisticiens du pays. Il y a inévitablement une part d'aléa liée à la capacité de financement de chaque SCAC, à sa programmation et à son intérêt pour la statistique. Statistiquement parlant, ce mode de financement assure toujours un nombre de participants suffisant pour que le séminaire ait bien lieu. Quelques organismes internationaux, PNUD³⁶ notamment, financent à l'occasion les participants de certains pays et il arrive, il est vrai exceptionnellement, que les pays financent par eux-mêmes leurs statisticiens nationaux. En outre, afin d'éviter de possibles dérives, les inscriptions proposées sont validées par AFRISTAT (pour les pays membres), les candidatures retenues devant être en rapport avec le thème du séminaire.

Côté français, par le passé, le CESD-Paris a assuré la gestion de la trésorerie, et a contribué au financement des formations internationales du CEFIL. La crise qu'a connue EUROSTAT dans les années 2003-2005 a conduit à recourir, comme nous le verrons plus loin, à l'ADETEF³⁷ comme support financier.

Par ailleurs, afin d'assurer un financement plus diversifié, le CEFIL a négocié, pour 2006, un appui financier auprès de la Banque mondiale, avec succès puisque cette dernière a accordé une subvention permettant ainsi de prendre en charge des stagiaires. Cette possibilité est en train de se mettre en place dans un cadre contractuel.

Dans le sillage de l'Europe pour les autres pays

Pour les participants venant des anciens pays candidats, aujourd'hui majoritairement adhérents à l'Union Européenne, des pays candidats non adhérents et des pays potentiellement candidats, les formations du CEFIL sont inscrites sur une liste européenne et sont éligibles à un fonds PHARE³⁸,

³⁶ PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement.

³⁷ ADETEF : Association pour le Développement des Echanges en Technologies Economiques et Financières.

³⁸ PHARE : Poland and Hungary: Action for Restructuring of the Economy. D'abord destiné à

pour les pays d'Europe centrale, ou CARDS³⁹ pour les pays des Balkans occidentaux. Ces fonds permettent à chaque pays de financer les voyages et les per diem de ses statisticiens. Cette situation de concurrence de l'offre du CEFIL avec d'autres actions européennes éligibles sur la même ligne de financement est très saine et les inscriptions ont toujours témoigné d'un intérêt soutenu pour les propositions de séminaires organisés au CEFIL. Le fonds PHARE est arrivé à son terme et a changé de nature. De même, une nouvelle vague de fonds CARDS pour les pays des Balkans occidentaux sur la période 2006-2008 vient d'être décidée...mais, trop tard pour le séminaire du mois de mars 2006 si bien que d'autres solutions ont dû être trouvées. Ce type de contretemps est fréquent sur l'un ou l'autre des circuits de financement. Enfin, les coûts engagés pour la formation proprement dite ainsi que l'accueil des stagiaires à Libourne sont à la charge de l'INSEE dans le cadre d'un accord avec EUROSTAT. L'interprétation simultanée (français-anglais) et la traduction représentent plus de la moitié de ces coûts.

Enfin, le fait marquant de ces dernières années est la remise en cause, et en ordre, du mode d'organisation et de fonctionnement d'EUROSTAT dans les années 2003-2005. Ces turbulences qui ont secoué EUROSTAT ont conduit à la liquidation du dispositif européen de formation TES (Training of European Statisticians). La crise a également entraîné la fermeture ou la marginalisation des CESD européens. Le CESD-Paris, qui a été le relais administratif et financier dans la gestion du programme de coopération technique, a été mis hors jeu. Dans son rôle de trésorier, il a été remplacé par l'ADETEF. L'ADETEF est un groupement d'intérêt public sur lequel s'adosse la politique de coopération technique internationale du Ministère de l'Economie des Finances et du Budget. Cet organisme offre un support juridique adapté tout en autorisant la souplesse de gestion nécessaire au montage des séminaires de formation.

Les formations européennes post-TES ont été en quelque sorte renationalisées et le CEFIL est amené à participer à des projets conduits par l'INSEE sur des bases nouvelles (séminaires courts, en anglais, pour les participants de l'Union Européenne) en sus

favoriser le processus d'ouverture de la Pologne et de la Hongrie, puis de l'ensemble des pays d'Europe centrale et orientale, à l'économie de marché, le programme PHARE est devenu le principal instrument du soutien financier pour la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie.

³⁹ CARDS : Community Assistance for Reconstruction, Development and Stabilisation, programme destiné à supporter l'effort vers l'intégration des pays des balkans occidentaux : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Serbie, Monténégro et Macédoine.

de ses formules bien rodées visant plutôt les pays candidats.

La crise d'EUROSTAT a également affecté la programmation de Medstat II, deux appels d'offre ayant été sans suite; le troisième est le bon. Le programme s'enclenche en 2006, sur la base de deux lots : le premier est horizontal et comprend notamment la valorisation des compétences et la formation du personnel ; le second – remporté par un consortium mené par l'ADETEF et qui comprend l'INSEE - est thématique et porte sur les statistiques sectorielles, y compris le transfert de savoir-faire. La formation risque donc de connaître des difficultés d'organisation car située à la charnière des deux lots.

La rançon du succès

Les créneaux aujourd'hui disponibles pour les formations internationales se trouvent fin mars (deux semaines), début juillet (deux ou trois semaines), septembre (une ou deux semaines). La contrainte porte moins sur les locaux, agrandis récemment et qui pourraient permettre des formations nationales et internationales en parallèle, que sur les capacités d'hébergement limitées à soixante-dix logements. Une solution permettant de loger davantage de stagiaires (et aussi les intervenants de passage) devrait voir le jour, sans doute, en 2007. En attendant, il reste possible d'accueillir à toute période de l'année des petits groupes sur la base d'un hébergement hôtelier.

L'offre du CEFIL : du sur-mesure

Tout est mis en œuvre pour faire progresser les groupes de statisticiens passant au CEFIL et, au delà, les organisations dont ils dépendent. Il ne s'agit pas de « vendre » le modèle français mais d'échanger des expériences, chacun étant amené à retenir ce qui peut être valable dans son contexte. Chaque contexte statistique nécessite une approche distincte.

L'« offre socle »

Le positionnement du CEFIL s'est précisé après les premières années de fonctionnement, suite à des expériences variées de séminaires de tous formats : depuis des séminaires relativement peu spécialisés jusqu'à un ciblage des thèmes très précis.

De ces premières années, est née l'« offre socle » du CEFIL. Elle consiste en l'organisation de deux séminaires annuels, chacun d'une durée de deux à trois semaines. L'un s'adresse prioritairement aux pays francophones de la zone AFRISTAT. Peuvent également y être accueillis, dès lors qu'ils maîtrisent

le français, des stagiaires venant d'autres pays en développement. L'autre (bilingue : français / anglais), monté en concertation avec EUROSTAT, et toujours en ligne avec la politique de coopération statistique européenne de l'INSEE, se veut prioritairement tourné vers des pays ayant vocation à rejoindre l'Union Européenne. Tous deux accueillent 25 participants environ.

Sur chacun des domaines choisis, et pour chacun des deux séminaires de base, il s'agit d'échanger à partir d'études de cas. Une bonne moitié du séminaire destiné aux statisticiens européens est structurée à partir d'exposés d'experts de l'INSEE ou de la statistique publique. L'objectif est bien de débattre en allant au fond des choses, y compris dans les zones d'ombre, bien au-delà de l'information calibrée habituellement apportée lors de colloques.

Une seconde partie du séminaire, permet d'autres échanges d'expériences, et d'abord entre les participants. Il est bon que les participants soient des professionnels du même domaine, mais une certaine diversité des points de vue peut être enrichissante (méthodologie/informatique/diffusion par exemple, ou encore niveau hiérarchique d'implication sur le domaine), ce qui est généralement le cas. Les participants ont un objectif commun, des points de départ similaires et tout balisage du cheminement leur est utile.

Pour les séminaires européens, deux ou trois experts d'un Institut National de Statistique européen ayant des cultures statistiques différentes et/ou d'EUROSTAT viennent aussi compléter le panorama des options envisageables. Enfin, il est habituel d'achever un séminaire sur une table ronde permettant de répondre à partir d'expériences variées aux interrogations des participants. Il demeure que pour tous les pays concernés ni l'anglais, ni le français n'est la langue maternelle des statisticiens.

S'agissant des séminaires destinés aux statisticiens africains, les échanges sont facilités par l'unité de la langue. Le déroulement d'un séminaire est grosso modo identique à celui destiné aux statisticiens européens : approfondissement de cas à partir d'exposés d'experts, échanges d'expériences et apports d'autres points de vue, notamment ceux des bailleurs, et enfin une table ronde finale. Mais, le recours à des experts extérieurs à la statistique publique est de plus en plus nécessaire comme nous le verrons plus loin.

L'offre en 2005 et 2006

Afrique : de l'échec des politiques d'ajustement structurel aux dispositifs de lutte contre la pauvreté

Lors du sommet du Millénaire organisé par les Nations Unies en septembre 2000, a été engagé un ambitieux programme pour réduire la pauvreté ainsi que ses causes et manifestations. Parmi les huit Objectifs du Millénaire pour le Développement, figure la réduction de moitié de la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour, d'ici à 2015. Ces objectifs et cibles sont assortis d'indicateurs statistiques.

C'est dans ce cadre, et avec l'appui d'AFRISTAT et de DIAL, que le CEFIL a organisé en 2005 un séminaire sur le suivi statistique de la pauvreté. En 2005, toutes les demandes de participations au séminaire n'ont pu être satisfaites. C'est pourquoi le CEFIL, en accord avec AFRISTAT et le Ministère des affaires étrangères, programme à nouveau ce séminaire en 2006.

Pour cette réédition, une contribution importante de la Banque mondiale est acquise. Un troisième séminaire sur le thème de la mesure statistique de la pauvreté se tiendrait en 2007, éventuellement en Afrique, avec comme objectif la synthèse des expériences ou des réalisations menées sur le terrain.

On peut penser que le chantier ouvert avec le suivi statistique de l'impact des politiques de réduction de la pauvreté doit pouvoir être décliné dans ses dimensions multiples comme les domaines de l'agro-alimentaire, de l'emploi, de l'éducation, de la santé, des liens sociaux. Il y a là matière à un rapprochement ou à un partenariat avec PARIS21⁴⁰, particulièrement impliqué dans l'appui aux stratégies de développement statistique des pays.

Enfin, permettre à la statistique africaine de prendre toute la place qui lui revient auprès des décideurs publics est un enjeu très actuel. La culture statistique française, pour sa part, intègre les études économiques (les deux « e » de l'INSEE). Non seulement, les résultats collectés sont largement diffusés – ce que l'on appelle aussi le faire-savoir après le savoir-faire - mais aussi, ils font l'objet, au sein même de l'institut, d'études approfondies. Il ne semble pas que la statistique africaine ait développé cette articulation entre producteurs et utilisateurs de données. Le CEFIL pourrait promouvoir ce « plus » culturel.

⁴⁰ PARIS21 : *Partnership in Statistics for development in the 21st century*. Voir l'interview de A. Simonpietri dans le présent numéro.

Europe : la quête de statistiques européennes issues de données nationales

En 2005, le sujet du séminaire était « Aspects et approches de la qualité des statistiques d'entreprises ». Il s'inscrivait dans le droit fil des priorités européennes après un premier colloque organisé à Mayence en 2004 pour sensibiliser la hiérarchie statistique aux besoins et aux pratiques de l'Union Européenne dans ce domaine. Il s'agissait au CEFIL d'approfondir les démarches opérationnelles pour ceux qui ont à les mettre en œuvre sous leurs différents aspects.

Certes, la qualité est une préoccupation majeure et ancienne des statisticiens. L'appréciation correcte de l'incertitude due à l'échantillonnage et, inversement, l'estimation de la taille de l'échantillon, et donc du budget, nécessaire pour atteindre une précision adaptée aux besoins, font partie du cœur de métier du statisticien. L'état de l'art est déjà moins assuré quand il s'agit d'intégrer les aléas et notamment la non réponse partielle ou totale et d'imaginer les redressements. On touche là un domaine où la culture d'ingénieur chargé de la production statistique est fondamentale et occupe presque toute la scène.

Mais, au tournant des années 1990, c'est la prise en compte, par les Instituts Nationaux de Statistiques, des besoins des utilisateurs qui a modifié la conception de la qualité : pertinence et disponibilité des données, métadonnées, délais, etc. Les spécialistes préconisent un rapport qualité intégrant cette nouvelle culture qui donne toute sa place au résultat pour l'utilisateur et pas seulement au processus d'élaboration vu par le producteur.

Bien évidemment chaque pays a une histoire, un contexte institutionnel, une organisation statistique, etc., qui lui est propre. Il serait illusoire de fixer un modèle unique pour gérer la qualité des statistiques. C'est en décortiquant des expériences, en étudiant des réalisations concrètes que l'on peut progresser par une démarche de benchmarking. Il faut donc s'appuyer sur des exemples, en variant les domaines statistiques, en parcourant les différents aspects de la qualité, en explorant plusieurs contextes nationaux.

L'importance grandissante du thème de la qualité, avec la sortie officielle du code de bonne pratique européen, justifie que ce thème soit repris pour le séminaire de 2006. Mais, cette fois, l'appréhension de la qualité portera sur les statistiques sociales et non plus les statistiques d'entreprises, car il est essentiel de viser une certaine homogénéité d'intérêts parmi les participants.

Les moyens : des ressources humaines et des installations ad hoc

Les hommes motivés par un projet

L'équipe du CEFIL

L'équipe du CEFIL s'efforce de décharger les stagiaires de tous soucis matériels : prise en charge ou facilitation des transits lors des voyages aller et retour ; maintien d'un contact avec leur bureau (ou leurs proches) grâce à internet et accès à leur messagerie ; écoute des attentes des stagiaires ; tout est mis en œuvre pour relativiser l'éloignement professionnel, familial et géographique.

Pour cela, l'organisation logistique des séminaires internationaux du CEFIL - au centre comme à la résidence - est particulièrement soignée. Elle repose, depuis l'origine, très largement sur les épaules d'Evelyne Coutant. C'est donc peu dire que d'affirmer que c'est rodé. Evelyne est peut-être l'agent de l'INSEE le plus connu hors de France.

Il s'agit clairement de créer au plus vite un esprit de groupe, d'abord pour favoriser les échanges entre les participants au cours du séminaire, et aussi pour constituer, autour d'un thème professionnel, une communauté de collègues qui n'hésiteront pas, après le stage, à maintenir des contacts. Bien entendu, à la fin de chaque séminaire international les participants disposent de toutes les coordonnées de leurs collègues comme de celles des intervenants. Une prochaine étape devrait être l'élaboration d'un annuaire des anciens stagiaires internationaux passés par le CEFIL. Ils sont déjà environ 550 fin 2005.

Un partenariat étroit avec AFRISTAT en Afrique

Pour le CEFIL, lors de la définition des séminaires destinés aux statisticiens d'Afrique sub-saharienne, AFRISTAT est le partenaire privilégié, étant lui-même animateur d'actions statistiques transversales aux pays-membres. C'est le meilleur connaisseur des besoins des INS africains quand il s'agit de préciser un thème d'intérêt général. C'est aussi un fournisseur d'experts sur des domaines spécifiques à l'Afrique et souvent mal couverts par la statistique publique française. Tout en valorisant ses atouts spécifiques, le CEFIL se coordonne avec AFRISTAT et veille à une bonne complémentarité. Le champ géographique d'AFRISTAT ne coïncide qu'approximativement avec celui des pays d'origine des statisticiens accueillis au CEFIL, ouvert aux statisticiens francophones des pays en développement, ce qui élargit et enrichit les échanges d'expériences. Le CEFIL a eu l'occasion

d'accueillir les très rares statisticiens francophones de l'ex-Indochine, quelques Mauriciens, plus systématiquement des Haïtiens et des Malgaches, ou encore des ressortissants du Congo, du Burundi ou du Rwanda. Inversement, AFRISTAT compte des pays lusophones (Cap Vert, Guinée-Bissau) ou hispanophone (Guinée Equatoriale) dont les participants viennent au CEFIL dès lors que leur connaissance du français le permet ; sous la même condition linguistique, quelques statisticiens d'Angola et de Sao Tomé ont pu participer aux séminaires du CEFIL. Enfin, lors des derniers séminaires, les Ecoles africaines de statistique ont été invitées à envoyer un enseignant et des organismes régionaux comme l'UEMOA⁴¹ et la CEMAC⁴² ont pu inscrire des participants.

Les intervenants et le carnet d'adresses

Les formations internationales se doivent de respecter les contextes étrangers, avec leurs sources et en mettant en œuvre des techniques parfois spécifiques, propres au secteur informel notamment, ceci en ayant recours à des experts venant d'horizons variés.

Pour les séminaires destinés aux statisticiens européens la ressource est assez largement disponible à l'INSEE et dans le système statistique public, avec l'appui de collègues européens. Ce n'est plus le cas, et de moins en moins le cas, pour les séminaires destinés aux statisticiens africains. D'où l'importance du carnet d'adresses pour trouver des experts appropriés au thème et au public.

Pour les séminaires destinés aux statisticiens d'Afrique francophone, le CEFIL a recours aux experts d'AFRISTAT en charge du thème traité et qui viennent pour la durée du séminaire ; ils y apportent un point de vue synthétique et se chargent aussi de structurer les échanges d'expériences entre les participants. C'est aussi pour eux l'occasion d'élargir leurs compétences et d'apprécier l'état de l'art dans les pays africains représentés.

Les experts de DIAL⁴³ sont largement sollicités également ; leurs points forts sont variés : statisticiens, démographes, modélisateurs, économistes, etc., car DIAL héberge de nombreux cadres provenant d'organismes très divers (INSEE, IRD⁴⁴, AFD, Universités, etc.), tous confrontés à la

mise en œuvre de leurs travaux sur le terrain. Ce qui n'interdit nullement de faire appel à des agences spécialisées ou à des experts indépendants sur des thèmes pointus. Les universitaires sont également sollicités par le CEFIL, dès lors que leurs travaux sont susceptibles de transfert de savoir-faire.

Les personnalités les plus en vue de la statistique africaine comme Lamine Diop puis Martin Balepa, directeurs généraux successifs d'AFRISTAT, ont eu l'occasion d'honorer de leur participation les séminaires du CEFIL lors des tables rondes finales.

Les formations internationales réalisées au CEFIL

Rappelons que les formations nationales qui constituent la mission principale du CEFIL ont considérablement progressé : une promotion de 40 contrôleurs en 1996 ; 160 agents formés en 2005 - contrôleurs et agents promus au choix. Ce quadruplement n'a pas empêché un développement harmonieux des formations internationales qui sont l'objet de cet article.

Le baptême du feu : de 1996 à 1998

Le premier séminaire international organisé par le CEFIL s'est tenu en juillet 1996, trois mois après l'inauguration des locaux. Consacré à la *comptabilité nationale*, il a réuni dix participants provenant des pays du Maghreb.

Suivront en 1997 deux nouveaux séminaires. Le premier, centré sur les *statistiques sociales*, a réuni pendant trois semaines, vingt-huit participants provenant des pays en transition (Europe centrale et orientale et CEI, dix-sept pays représentés au total, et trois langues de travail : français, anglais, russe). Le second, dédié aux *techniques de sondage* et couplé à une réunion de l'AISE⁴⁵, a rassemblé, vingt-deux participants représentant autant de pays francophones.

L'année 1998, particulièrement chargée, a notamment été marquée par l'organisation, à l'intention de neuf stagiaires provenant de six pays méditerranéens, d'un séminaire de longue durée sur la *statistique publique* qui s'est étalé sur près de trois mois, du 6 avril au 26 juin. Deux autres séminaires ont été organisés pendant cette même période. Le premier, centré sur les *enquêtes auprès des ménages* et lui aussi destiné à des statisticiens méditerranéens a réuni quinze stagiaires représentant sept pays. Le second, à destination des pays en transition et, consacré aux *statistiques*

⁴¹ UEMOA : Union Économique et Monétaire Ouest Africaine.

⁴² CEMAC : Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale.

⁴³ DIAL (Développement, Institutions & Analyses de Long terme). DIAL est un laboratoire de recherche en économie du développement constitué par l'IRD en partenariat avec l'Agence Française de Développement

⁴⁴ IRD : Institut de recherche pour le développement (ex-ORSTOM) spécialisé sur les projets en zone intertropicale.

⁴⁵ AISE : Association Internationale des Statisticiens d'Enquêtes. Le CEFIL assure le secrétariat de cette association, partie intégrante de l'Institut International de Statistique.

d'entreprises, était le pendant du séminaire sur les *statistiques sociales* qui avait été organisé l'année précédente à l'intention de ce même public. L'audience a été à peu près identique, avec à nouveau vingt-huit participants représentant cette fois seize pays. Enfin, le stage de longue durée *statistique publique* n'était pas encore terminé quand a débuté un quatrième séminaire, à nouveau centré sur les *enquêtes auprès des ménages* mais à l'intention cette fois d'un *public africain*. Ce quatrième stage de 1998, spécifiquement tourné vers l'Afrique subsaharienne, a rassemblé vingt et un statisticiens provenant de quatorze pays.

L'« offre socle » du CEFIL et les autres formations

En 2000, à l'« offre socle » du CEFIL (Tableau 1) se sont ajoutés deux séminaires supplémentaires. Le premier, consacré aux *statistiques d'entreprises*, a réuni vingt participants provenant de dix pays méditerranéens. Le second, centré sur les *répertoires d'entreprises*, a rassemblé dix-huit participants représentant dix pays de la CEI.

En 2001, le CEFIL a réuni vingt participants chinois lors d'un séminaire de formation aux *techniques quantitatives de la macroéconomie*. En ce qui concerne *ERETES*⁴⁶, le CEFIL a accueilli, par deux fois en 2001 et 2004, un atelier de formateurs en *comptabilité nationale assistée par ordinateur* autour de la nouvelle version du logiciel *ERETES*. En 2004, le second atelier a réuni des représentants d'Afrique subsaharienne francophone et anglophone, du Maghreb, de la Communauté andine et du Brésil, et des départements français d'outre-mer pour faire le point sur l'utilisation de l'outil et sur ses développements.

En 2004 également, les conjoncturistes du Liban et des trois pays de Maghreb ont pu, au CEFIL, confronter leurs expériences des enquêtes d'opinion et s'imprégner de l'art de la *prévision raisonnée à court terme*.

Pour compléter ces exemples variés, rappelons que le CEFIL a mis volontiers ses installations au service de formations européennes organisées par TES (Training of European Statisticians), puis de celles qui ont suivi, dans la mesure où l'agenda le permettait.

Enfin, le CEFIL n'ayant pas pour objectif de proposer un catalogue de formations, il peut être amené à aiguiller des demandeurs vers des organismes disposant de tels catalogues, le CEPE²⁰

par exemple pour ce qui concerne les statisticiens francophones.

Au total, sur la période allant de 1996 à 2005, ce sont 550 stagiaires en provenance de 70 pays qui ont bénéficié d'une formation aux métiers de la statistique publique lors de l'un des 25 séminaires organisés par le CEFIL.

Un gros tiers de ces stagiaires provient d'un pays d'Afrique subsaharienne et pour la plupart d'entre eux d'un pays membre d'AFRISTAT. Un second tiers provient d'un pays d'Europe centrale et orientale (PECO) ou d'un pays des Balkans. Ce n'est guère surprenant puisque ces deux groupes de pays constituent le public cible de l'« offre socle » du CEFIL. Les autres grandes zones dont sont originaires les stagiaires sont le pourtour méditerranéen, notamment le Maghreb, et la Communauté des États indépendants (CEI). Ne sont pas comptés ici les participants aux séminaires tenus dans les locaux du CEFIL mais sans son implication pédagogique.

⁴⁶ *ERETES* : Logiciel d'aide à l'élaboration des comptes nationaux (*ERE* = équilibres ressources-emploi, *TES* = tableaux entrées-sorties).

Tableau 1

L'« offre socle » du CEFIL (1999-2006)

<u>Afrique subsaharienne</u>		<u>PECO</u>
12-30 avril Statistiques d'entreprises 19 participants représentant 13 pays	1999	17 mai-4 juin Statistiques sur l'emploi et les salaires 19 participants représentant 12 pays
15-31 mai Emploi, revenu, secteur informel 21 participants représentant 16 pays	2000	13-23 juin Recensements de population 21 participants représentant 11 pays
11-22 juin Statistiques agricoles 28 participants représentant 17 pays	2001	9-23 mai Statistiques et analyse conjoncturelle 25 participants représentant 13 pays
10-25 juillet Enquêtes auprès des ménages 25 participants représentant 15 pays	2002	18-28 mars Pratique des statistiques locales : pourquoi et comment ? 25 participants représentant 10 pays
8-23 juillet Cartographie et systèmes d'information géographique 30 participants représentant 24 pays	2003	31 mars-11 avril Utilisation des données administratives : emploi, chômage, salaires, 18 participants représentant 11 pays
--	2004	22 mars-2 avril Utilisation des données administratives : Statistiques d'entreprises, 22 participants représentant 12 pays
27 juin-8 juillet Suivi statistique de la pauvreté 28 participants représentant 15 pays	2005	21 mars-1 avril Aspects et approches de la qualité des statistiques d'entreprises, 22 participants représentant 14 pays
<p><i>Pour 2006, les sujets programmés sont, de nouveau le thème de la qualité mais pour les statistiques socio-démographiques (PEC, Balkans et Turquie, en mars) et la réédition du séminaire sur la pauvreté pour les pays d'Afrique subsaharienne qui n'ont pu participer au séminaire de 2005 (en juillet).</i></p>		

²⁰ CEPE : Centre d'Étude des programmes Économiques. Le CEPE fait partie de la Direction des enseignements supérieurs et de la Recherche à l'INSEE.

Tableau 2

L'origine des participants aux séminaires du CEFIL (pays ayant envoyé au moins 6 participants aux stages du CEFIL, 1996-2005)

<u>PECO</u>		<u>Zone AFRISTAT</u>		<u>Autres pays</u>	
Bulgarie	12	Bénin	7	Albanie	10
Estonie	11	Burkina Faso	12	Angola	8
Hongrie	15	Cameroun	17	Chine	20
Lettonie	11	Cap-Vert	7	Haïti	14
Lituanie	18	Côte d'Ivoire	11	Macédoine	11
Pologne	21	Gabon	10	Madagascar	9
République tchèque	15	Guinée Conakry	6	Rwanda	9
Roumanie	22	Mali	14	Sao Tomé et Príncipe	6
Slovaquie	14	Mauritanie	14		
Slovénie	17	Niger	6		
		République Centrafricaine	6		
		Sénégal	8		
		Tchad	8		
		Togo	12		
<u>CEI</u>		<u>Pays méditerranéens</u>			
Biélorussie		Algérie	14		
Russie	6	Égypte	6		
Ukraine	7	Liban	8		
	6	Maroc	14		
		Tunisie	19		
		Turquie	9		

Annexe

L'accueil au CEFIL

Accueillir des statisticiens étrangers ne se conçoit pas sans un minimum de découverte locale, d'autant que la région s'y prête (Bordeaux et Saint-Emilion notamment) ; et que les séminaires du CEFIL comportent assez systématiquement un week-end. Ceux qui sont déjà venus en France ne connaissent en général que Paris. De plus, afin de faire rapidement connaissance, le CEFIL organise en principe un buffet d'accueil à la résidence au cours de la soirée précédant le séminaire, puis un dîner « officiel » dans les premiers jours.

La convivialité libournaise se manifeste aussi à travers l'association Libourne-Accueil dont les membres mettent un point d'honneur à recevoir chez eux à dîner tous les statisticiens étrangers par groupes de deux ou trois.

Construire un centre de formation à Paris aurait été très coûteux ; l'hébergement hôtelier en région parisienne est particulièrement onéreux et ne peut convenir pour des durées un peu longues ; enfin, il serait bien difficile de « souder » un groupe dans un contexte parisien.

A contrario, Libourne s'est avéré une bonne localisation pour implanter le CEFIL, à trois heures de Paris par TGV et à 40 km de l'aéroport international de Bordeaux Mérignac (trois quarts d'heure en voiture). Dans Libourne, bastide portuaire dessinée au 13ème siècle, tout peut se faire à pied. Le CEFIL est à dix minutes à pied non seulement de la résidence, mais aussi du restaurant inter-administratif et de la gare.

La logistique implantée au CEFIL lui assure une bonne adaptation à ses missions de formation.

Le bâtiment proprement dit est agréable et fonctionnel. Toutes sortes de locaux permettent de travailler dans des conditions variées : depuis les petits groupes jusqu'à des groupes importants dans un amphithéâtre de quatre-vingts places. Certaines salles sont équipées d'ordinateurs en réseau pour les travaux pratiques informatiques.

Une salle et l'amphithéâtre sont équipés pour permettre les échanges en deux (ou trois) langues avec interprétation simultanée en cabine.

Un centre de documentation offre une palette particulièrement large d'ouvrages de base, de livres d'actualité ainsi que de revues. La documentaliste du CEFIL met, par ailleurs, beaucoup d'énergie à aider les stagiaires, en particulier ceux venant des pays en développement, en les guidant dans leurs recherches, voire en obtenant, avant leur départ et au meilleur prix, des ouvrages plus difficiles à acquérir dans leurs pays d'origine.

Parallèlement à la construction du centre, la municipalité libournaise, de son côté, s'était engagée à mettre à disposition des stagiaires un centre d'hébergement au cœur de la bastide, à deux pas des commerces, etc. Et le pari fut tenu : l'inauguration des deux locaux a eu lieu le même jour.

La résidence Pierre Bérégovoy est gérée par une association et elle accueille, parmi d'autres résidents, les stagiaires du CEFIL, nationaux ou étrangers, et les intervenants. On y trouve des studios et des duplex équipés pour y vivre commodément (jusqu'à six mois pour des stagiaires nationaux), y compris avec la possibilité d'y préparer des repas, mais sans services hôteliers ; ce qui permet de proposer un coût de logement très compétitif (facturé 100 euros la semaine aux participants étrangers pour un studio). En outre, l'accès au restaurant inter-administratif le midi limite les dépenses de nourriture des stagiaires ; ce qui est non négligeable pour les stagiaires dont les per diem sont parfois mesurés.